

CORPORATION  
D'HÉBERGEMENT  
DU QUÉBEC

Précision des besoins • Développement • Implantation • Gestion du projet

Rapport annuel  
2006/2007



POUR DES IMMEUBLES EN SANTÉ !

Québec 



## ORIENTATION 1

Fournir des services adaptés aux besoins.

### AXE D'INTERVENTION 1.1

*Les efforts en matière de développement d'affaires*

Objectifs stratégiques	Indicateurs	Résultats en 2006-2007
Élaborer un plan de développement des affaires.	Publication du plan	Plan publié en septembre 2006
Lancer au moins cinq (5) nouveaux produits ou services d'ici 2007-2008.	Nombre de produits et de services implantés	Développement du projet PPC (Positionnement Projet/Client) Recherche de sites pour les CLSC Surveillance de chantiers

### AXE D'INTERVENTION 1.2

*Le déploiement de l'expertise*

Objectifs stratégiques	Indicateurs	Résultats en 2006-2007
Élaborer des normes et des guides en fonction des changements en matière de santé et de services sociaux.	Nombre de guides et de normes diffusés	Norme sur les salles d'isolement Programme fonctionnel et technique – Méthodologie <i>Guide de performance CHU</i>

### AXE D'INTERVENTION 1.3

*L'amélioration continue de l'approche client*

Objectifs stratégiques	Indicateurs	Résultats en 2006-2007
Proposer des offres de service et conclure des protocoles d'entente pour les projets d'immobilisations.	Nombre d'offres de service et de protocoles d'entente	Soixante-quinze pour cent (75 %) des offres de service ont été acceptées. Trente-huit (38) protocoles d'entente ont été signés.
Évaluer la satisfaction de la clientèle dans une proportion de 25 % des mandats effectués.	Pourcentage des mandats évalués	Dix-huit (18) entrevues personnalisées ont été réalisées.



## ORIENTATION 2

Consolider notre efficacité et notre performance.

### AXE D'INTERVENTION 2.1

*L'amélioration du processus intégré de livraison de projets*

Objectifs stratégiques	Indicateurs	Résultats en 2006-2007
Réaliser les projets d'immobilisations dans le respect des programmes, des coûts et des échéanciers.	Pourcentage des projets dont les échéanciers convenus sont respectés Pourcentage des projets dont les coûts sont respectés	Projets PPC en cours Quatre-vingt-douze pour cent (92 %) des budgets ont été respectés (l'objectif de 75 % est donc dépassé).
Effectuer le paiement des factures reliées aux projets d'immobilisations gérés par la Corporation dans un délai de 30 jours à partir de la date de réception de la facture.	Pourcentage des factures payées dans les délais	Soixante-dix-neuf pour cent (79 %) des factures ont été payées dans un délai de 30 jours.

### AXE D'INTERVENTION 2.2

*La gestion des processus internes et le développement des compétences du personnel*

Objectifs stratégiques	Indicateurs	Résultats en 2006-2007
Obtenir l'accréditation ISO 9001 (2000) pour l'ensemble de l'organisation.	Obtention de l'accréditation	Accréditation obtenue en juin 2006
Consolider l'expertise du personnel.	Nombre de jours de formation et coûts investis	Cinq cent soixante-douze (572) jours de formation, pour un investissement de 187 928 \$

### AXE D'INTERVENTION 2.3

*La révision de politiques financières*

Objectifs stratégiques	Indicateurs	Résultats en 2006-2007
Adapter le mécanisme de suivi et d'évaluation des opérations de financement à court terme conformément à la révision de la politique du MSSS plafonnant les coûts d'emprunt temporaire du réseau.	Élaboration du mécanisme de suivi	La nouvelle stratégie de gestion des risques qui utilise les swaps est appliquée et le logiciel qui en assure le suivi est opérationnel.
Réviser la politique de tarification en considérant les coûts réels engagés dans le cadre des activités.	Application de la politique	La politique est en application depuis le 1 <sup>er</sup> avril 2007.

### AXE D'INTERVENTION 2.4

*La connaissance des éléments d'actif du réseau de la santé et des services sociaux*

Objectifs stratégiques	Indicateurs	Résultats en 2006-2007
Coordonner la réalisation des audits simplifiés pour les immeubles dont la Corporation est propriétaire.	Nombre d'audits réalisés	Les 229 immeubles de la Corporation ont été audités.
Maintenir à jour l'ensemble de l'information du système d'inventaire SIGARSSS et améliorer son fonctionnement.	Nombre de modifications apportées au contenu du système	L'objectif de valider 90 % des immeubles de SIGARSSS est atteint.
Proposer un plan de conservation des immeubles dont la Corporation est propriétaire.	Dépôt du plan de conservation	En suspens

## ORIENTATION 3

Renforcer la reconnaissance de notre expertise.

### AXE D'INTERVENTION 3.1

*Les efforts en matière de relations publiques et de communications*

Objectifs stratégiques	Indicateurs	Résultats en 2006-2007
Modifier et appliquer le plan de communication avec la perspective de faire connaître nos services.	Dépôt du plan et activités majeures réalisées	Dépôt du plan en septembre 2006 Refonte du site Web
Effectuer des tournées régionales.	Nombre d'établissements et d'agences rencontrés	Dix-sept (17) agences ont été rencontrées.

## NOTRE VISION

Être l'expert immobilier et financier de référence pour le réseau de la santé et des services sociaux.

### POUR DES IMMEUBLES EN SANTÉ!

## NOTRE MISSION

Concevoir et mettre en œuvre des solutions optimales en termes de qualité et de coûts en matière d'immobilisations et de financement, qui répondent aux besoins des établissements et des autres intervenants du réseau de la santé et des services sociaux.

## NOS VALEURS

- Le respect envers nos clients et nos partenaires;
- L'imputabilité et le professionnalisme de nos ressources humaines;
- L'intégrité, la rigueur et la transparence dans nos actions;
- La responsabilité sur les plans social et environnemental.

## NOTRE POLITIQUE QUALITÉ

- Optimiser notre expertise dans la mise sur pied de nos services et produits;
- Satisfaire notre clientèle en répondant à ses besoins;
- Effectuer le travail en synergie et agir avec éthique;
- Réviser en continu l'efficacité de nos opérations et de notre système qualité pour démontrer notre valeur ajoutée au bénéfice de la santé et des services sociaux.

# RAPPORT ANNUEL 2006-2007

## Résidence Riviera

Laval

Intitulée *La Rivière*, l'œuvre réalisée par l'artiste Sylvie Fraser se découvre en deux lieux distincts, soit dans le jardin extérieur de la Résidence Riviera et dans le hall d'entrée. À l'intérieur, les poissons, les rochers et les algues en mosaïque de smaltis reproduits sur des panneaux d'acrylique sont intégrés dans une mosaïque de verre à vitrail.

Au cours de 2006-2007, dans le cadre de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des sites gouvernementaux et publics, des contrats d'une valeur de 147 451 \$ ont été signés avec des artistes québécois. Depuis 1999, plus de 5 millions de dollars ont été investis pour la mise en valeur des arts.



Publié par la Corporation d'hébergement du Québec

**SIÈGE SOCIAL**

2535, boulevard Laurier, 5<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1V 4M3

Téléphone: 418 644-3600  
Télécopieur: 418 644-3609

[www.chq.gouv.qc.ca](http://www.chq.gouv.qc.ca)

**BUREAU DE MONTRÉAL**

3700, rue Berri, 1<sup>er</sup> étage  
Montréal (Québec) H2L 4G9

Téléphone: 514 873-2000  
Télécopieur: 514 864-7306

Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, 2007  
Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Canada, 2007

ISSN : 1499-626 X  
ISBN : 978-2-550-50195-4



# Table des matières

Lettre au président de l'Assemblée nationale .....	4
Message du président-directeur général .....	5
Membres du conseil d'administration .....	8
Membres du comité de direction .....	9
Organigramme de la Corporation .....	10
Faits saillants 2006-2007 .....	11
Profil de la Corporation .....	17
États financiers de l'exercice terminé le 31 mars 2007 .....	19
Rapport de la direction .....	20
Rapport du vérificateur .....	21
Résultats .....	22
Bénéfices non répartis / Surplus d'apport .....	23
Bilan .....	24
Flux de trésorerie .....	25
Notes complémentaires .....	26
Réalisations 2006-2007 .....	41
Projets mis à l'étude en 2006-2007 .....	42
Projets mis à exécution en 2006-2007 .....	43
Projets mis en service en 2006-2007 .....	45

# Lettre au président de l'Assemblée nationale

Monsieur Michel Bissonnet  
Président de l'Assemblée nationale  
Hôtel du Parlement  
Québec (Québec) G1A 1A4

Monsieur le Président,

C'est avec plaisir que je vous présente le rapport d'activité 2006-2007 de la Corporation d'hébergement du Québec.

Dédiée spécifiquement aux installations du réseau sociosanitaire, l'équipe interdisciplinaire de la Corporation d'hébergement du Québec offre une expertise sur les plans immobilier, technique et financier, de même que le financement nécessaire à la réalisation de projets d'immobilisations.

Dans un contexte où l'environnement de soins a une influence directe sur le bien-être de la collectivité, les installations sociosanitaires représentent une priorité et un défi de tous les instants. Ainsi, en nous dotant d'établissements et d'équipements à la fine pointe de la technologie, adaptés aux réalités de la médecine moderne, nous favorisons un réseau de la santé et des services sociaux où règnent guérison et mieux-être, et ce, tant pour ses usagers que pour les divers intervenants qui chaque jour s'y consacrent.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Le ministre,



Philippe Couillard



Centre d'hébergement René-Lavoie  
Disraeli

*La Créée des âmes*, sculpture sur plaquette de bois travaillée en bas relief puis peinte, est une œuvre de l'artiste Jacques Lisée.

# Message du président-directeur général

## IMPLANTER UNE NOUVELLE VISION

Au-delà des activités régulières, la Corporation a mis l'emphase sur le projet Positionnement Projet/Client (projet PPC), qui s'inscrit dans la démarche de modernisation de l'État visant à rendre plus efficace les programmes et les structures. Le projet PPC, qui favorise un meilleur suivi des projets d'immobilisations, a monopolisé l'ensemble des ressources; la révision des processus, l'amélioration de la documentation contractuelle et l'implantation de nouveaux outils de gestion sont au nombre des réalisations qui permettront à la Corporation d'atteindre ses objectifs aux chapitres des coûts, des contenus et des échéanciers. En continuité avec le programme de formation mis sur pied l'an dernier, 22 employés ont reçu leur certification universitaire en gestion de projet, portant ainsi à 70 le nombre total d'employés ayant obtenu leur certification depuis janvier 2006.

## PLANIFIER POUR MIEUX RÉALISER

Dans le dossier de modernisation des centres hospitaliers universitaires de Montréal, différents mandats confiés à la Corporation par le directeur exécutif ont été menés en priorité. Les travaux se sont traduits par la production du *Guide de performance CHU*, qui a, d'une part, pour but d'uniformiser les normes de construction et d'aménagement et, d'autre part, d'établir les critères de performance et de qualité pour la planification et la réalisation des centres hospitaliers universitaires. La Corporation a aussi procédé à l'analyse des plans fonctionnels et techniques des projets du Centre hospitalier de l'Université de Montréal et du Centre universitaire de santé McGill. Le dossier du Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine est en cours de traitement et sera finalisé en juin 2007. Enfin, la Corporation a assuré le secrétariat et la logistique reliés aux comités de sélection pour les équipes maîtres de ces projets.

## PARTICIPER À UN PROJET COLLECTIF

Dans le cadre de l'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux, la Corporation s'est vue confier à l'été 2006 la mise en œuvre des trois projets suivants : le Dossier de santé électronique interopérable du Québec (DSÉIQ), l'Index patient maître (IPME) et Innovation. En plus d'assurer la propriété de ces actifs informationnels – d'une valeur de 130,9 millions de dollars – la Corporation en assure la gestion financière, le financement temporaire et à long terme, ainsi que le



processus d'appel d'offres, de sélection, de préparation et de signature des contrats. Par ailleurs, un protocole d'entente est en voie d'élaboration afin que la Corporation coordonne le volet financier de l'ensemble du projet d'informatisation, évalué à 547 millions de dollars.

## ADMINISTRER AVEC RIGUEUR

La Corporation termine l'année financière 2006-2007 avec un bénéfice de 9,3 millions de dollars. Les produits et les charges totalisent respectivement 292 et 283 millions de dollars. Les revenus d'intérêt et les frais financiers nets ont augmenté d'environ 28 millions de dollars, principalement en raison de la hausse des taux d'intérêt. L'actif





Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal  
Montréal

de la Corporation s'élève à 4,5 milliards de dollars, alors que l'avoir atteint 179,5 millions de dollars, ce qui représente un accroissement de 14,8 millions de dollars par rapport à l'an dernier.

La Corporation dispose d'une capacité d'emprunt de 4,3 milliards de dollars, soit 2,8 milliards de dollars pour le financement à court terme et 1,5 milliard pour financement à long terme. En cours d'année, quatre nouveaux financements à long terme ont été réalisés, pour un montant de 103 millions de dollars.

Enfin, conséquemment à la démarche entreprise l'an dernier, la Corporation a poursuivi le transfert des prêts aux Centres de la petite enfance à la Banque Nationale du Canada. Au 31 mars 2007, le solde des prêts à transférer était de 7,4 millions de dollars.

### GÉRER LES RISQUES FINANCIERS

Au cours de l'exercice, la Corporation a procédé à la mise en œuvre de la stratégie de gestion des risques liés au taux d'intérêt concernant son actif (prêts) et son passif (emprunts). Les objectifs de cette stratégie étaient de sécuriser la marge bénéficiaire brute, de minimiser les risques financiers découlant des opérations de financement à court terme et d'appliquer la comptabilité de couverture aux opérations de trésorerie, dans le respect des critères établis par l'Institut canadien des comptables agréés.

Les résultats de la stratégie de gestion des risques financiers ont été positifs : la Corporation a en effet ainsi pu obtenir une marge bénéficiaire moyenne de 27 points de base sur ses prêts effectués en date du 31 mars 2007.

### RENFORCER LE SERVICE À LA CLIENTÈLE

Dans le but d'améliorer la prestation de ses services, la Corporation a mené deux sondages auprès de sa clientèle et de ses fournisseurs : un premier sondage a été réalisé par la firme Niche Marketing à l'été 2006, puis un deuxième a été complété par des ressources internes à l'hiver 2007. Les résultats indiquent une reconnaissance du rôle d'expert-conseil de la Corporation aux plans immobilier, technique et financier et présentent des pistes d'amélioration concrètes pour mieux répondre aux besoins et aux attentes de la clientèle et des fournisseurs. À cet effet, un plan d'action est en cours d'élaboration.

Les applications du système qualité étroitement lié au service à la clientèle ont contribué à consolider l'engagement de la Corporation face à sa clientèle et à ses fournisseurs. En juin 2006, le Bureau de normalisation du Québec a renouvelé l'accréditation ISO 9001 de notre système de gestion de la qualité.

### OFFRIR DES SOLUTIONS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Fortement préoccupé par le développement durable, la Corporation, qui est membre du Conseil du bâtiment durable du Canada, est en mesure d'accompagner les établissements de santé qui souhaitent intégrer cette notion à leur projet. Dans le cadre de la restauration environnementale de la cour Glen, la Corporation a géré la certification LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) et documenté les crédits qui permettront au futur CUSM d'obtenir une certification de niveau argent. En ce qui concerne le projet du Centre jeunesse de la Montérégie, la Corporation a géré le processus de certification. La Corporation réalise actuellement une étude de faisabilité LEED pour le projet *Grandir en santé* du Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine.



## DÉVELOPPER UN NOUVEAU PLAN D'AFFAIRES

Au cours de l'année 2007-2008, la Corporation poursuivra les travaux relatifs au Positionnement Projet/Client et au dossier d'informatisation du réseau, et continuera d'apporter sa collaboration pour les projets de modernisation des centres hospitaliers universitaires de Montréal. Le développement du *Plan d'affaires 2008-2011*, «l'orientation clientèle» et le suivi apporté aux recommandations du Vérificateur général du Québec seront au nombre des dossiers qui mobiliseront prioritairement notre attention. Pour ce dernier élément, précisons que la Corporation, conjointement avec le ministère de la Santé et des Services sociaux, a soumis un plan d'action au Vérificateur général.

En accord avec les principes de bonne gouvernance et dans le but d'assurer un pilotage stratégique et une surveillance efficace de la gestion de la Corporation, trois administrateurs et le secrétaire général ont entrepris en 2006-2007 le programme de formation du Collège des administrateurs de sociétés, offert par la Faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval; au 31 mars 2007, un administrateur avait complété le programme de formation.

## REMERCIEMENTS

Je présente mes hommages à monsieur Claude Desjardins qui a occupé le poste de vice-président du conseil d'administration de 1999 à 2006. Artisan de la première heure, son implication et sa détermination ont joué un rôle prépondérant dans le développement de la Corporation. Je tiens également à témoigner de mon appréciation à tous nos partenaires et fournisseurs, et je remercie d'une façon particulière ceux qui ont accepté de répondre à nos sondages et qui nous ont aidé à identifier des pistes d'amélioration. Enfin, à toute l'équipe de la Corporation, je dis merci pour vos efforts soutenus et votre engagement à travailler quotidiennement POUR DES IMMEUBLES EN SANTÉ... POUR LE BIEN-ÊTRE DES USAGERS.



Michel L. Lesage



CSSS Pierre-Boucher  
Hôpital Pierre-Boucher  
Longueuil

## Membres du conseil d'administration



Michel L. Lesage

Michel Vaillancourt

Michel Lapointe

Claude Ouellet

Louise Rochette

Ginette Bijou

Gaston Pellan

### Monsieur Michel L. Lesage

Président-directeur général  
Corporation d'hébergement du Québec

**Président du conseil d'administration**

### Monsieur Michel Vaillancourt

Directeur général  
Caisse Desjardins du personnel de l'Administration  
et des Services publics

**Vice-président du conseil d'administration**

### Monsieur Michel Lapointe

Directeur général  
Hôpital Rivière-des-Prairies

### Monsieur Claude Ouellet

Directeur général adjoint au budget  
Ministère de la Santé et des Services sociaux

### Madame Réjeanne Pilote (absente lors de la prise de photo)

Directrice générale  
Centre de santé et de services sociaux de Papineau

### Madame Louise Rochette

Directrice des services administratifs  
Société de transport de Lévis

### Madame Ginette Bijou

Conseillère en sécurité financière  
Financière Sun Life

### Monsieur Gaston Pellan

Président  
GESP inc.



Lise Verreault

Claude Gilbert

Roch Maltais

### Madame Lise Verreault

Sous-ministre adjointe au personnel  
réseau et ministériel  
Ministère de la Santé et des Services sociaux

### Maitre Claude Gilbert

Vice-président aux affaires juridiques  
et secrétaire général  
Corporation d'hébergement du Québec

**Secrétaire du conseil d'administration**

### Maitre Roch Maltais

Vice-président aux affaires juridiques et secrétaire général  
par intérim (juin 2006 à février 2007)  
Corporation d'hébergement du Québec

# Membres du comité de direction

**Monsieur Michel L. Lesage**  
Président-directeur général

**Monsieur Claude Gilbert**  
Vice-président aux affaires juridiques  
et secrétaire général par intérim

**Monsieur Roch Maltais**  
Vice-président aux affaires juridiques  
et secrétaire général par intérim  
(juin 2006 à février 2007)

**Monsieur Jules Larouche**  
Vice-président aux finances, à l'administration  
et au service à la clientèle

**Monsieur Guy Paquin**  
Vice-président aux immobilisations

**Madame Danielle Dussault**  
Directrice des relations publiques  
et des communications  
Secrétaire du comité

**Madame Marie Blais**  
Adjointe au président-directeur général



Michel L. Lesage

Claude Gilbert

Roch Maltais

## Membres invités au comité de direction



**M. Pierre Gauthier**  
Directeur de l'expertise  
technique



**M. Luc Desbiens**  
Responsable de la qualité



Jules Larouche

Guy Paquin

Danielle Dussault

Marie Blais

### Comité exécutif

Monsieur Michel L. Lesage, président  
Monsieur Gaston Pellan  
Madame Lise Verreault

### Comité de vérification

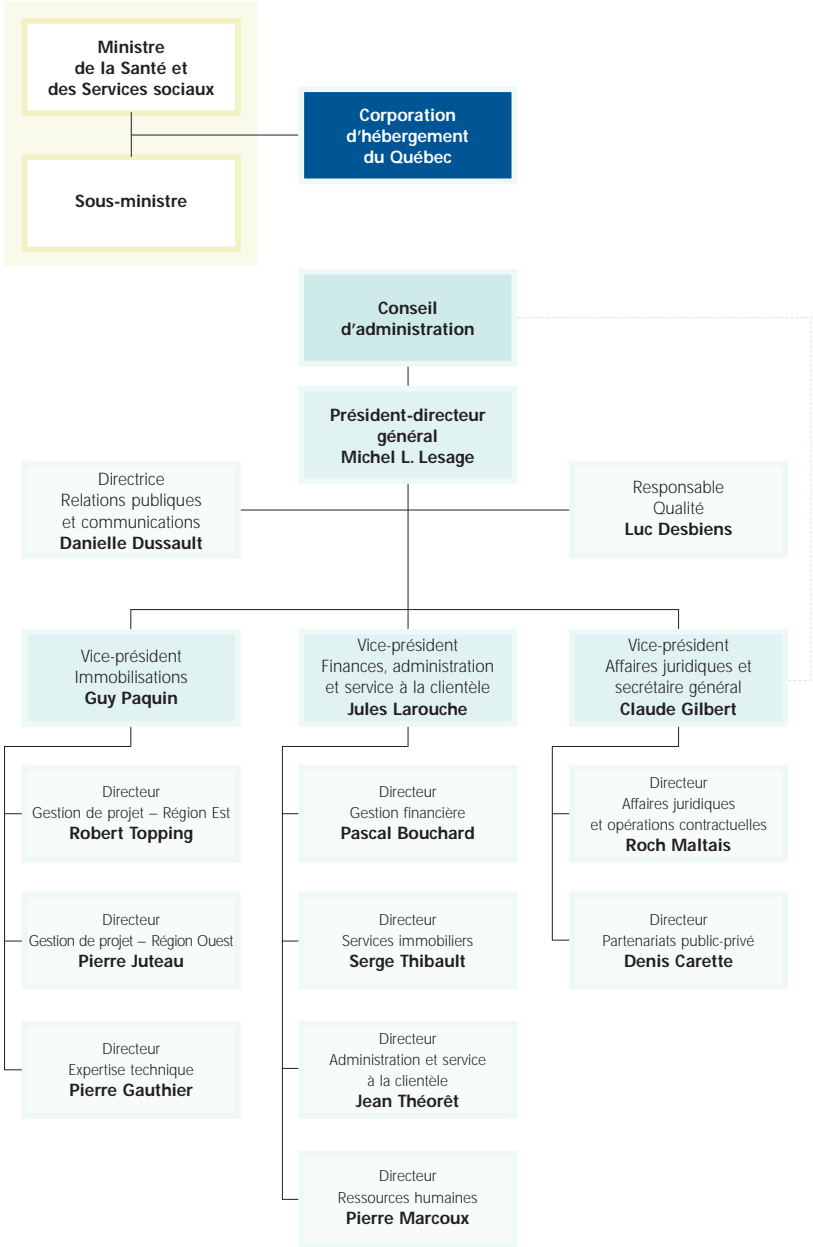
Madame Louise Rochette, présidente  
Monsieur Michel Lapointe  
Monsieur Michel Vaillancourt

### Comité des ressources humaines

Monsieur Michel L. Lesage, président  
Madame Ginette Bijou  
Monsieur Michel Lapointe  
Madame Réjeanne Pilote

Le code d'éthique et de déontologie des administrateurs et le code de déontologie des employés peuvent être consultés dans le site Internet de la Corporation à l'adresse [www.chq.gouv.qc.ca](http://www.chq.gouv.qc.ca).

# Organigramme de la Corporation



# Faits saillants 2006-2007

## PROGRAMME FONCTIONNEL ET TECHNIQUE — MÉTHODOLOGIE

Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) rendait disponible au printemps 2006 le guide *Programme fonctionnel et technique – Méthodologie* (Circulaire 03 02 30 07 – Normes et pratiques de gestion, Tome II, Répertoire du site Internet du ministère de la Santé et des Services sociaux).

Le guide, qui a été réalisé par la Corporation en collaboration étroite avec le MSSS, expose les exigences relatives à la structure du contenu des programmes fonctionnels et techniques (PFT). Afin d'obtenir une autorisation pour la conception des plans et des devis préliminaires, les établissements doivent soumettre un PFT à leur agence de la santé et des services sociaux ainsi qu'au MSSS.

La nouvelle méthodologie intègre les plus récentes pratiques en gestion de projet et a pour but d'établir dès le départ et de façon plus exhaustive les objectifs de qualité (les besoins et les performances), de coût (le budget) et d'échéancier (le délai) du projet. L'identification et la juste définition des besoins et des objectifs demeurent essentielles au bon déroulement et à la réussite de tous les aspects du projet.

## DOSSIER DE MODERNISATION DES CHU DE MONTRÉAL

### *Guide de performance CHU*

Le Bureau du directeur exécutif des projets de modernisation des centres hospitaliers universitaires de Montréal a mandaté la Corporation pour élaborer le *Guide de performance*. Ce guide a pour but d'harmoniser les normes de construction et d'aménagement, de même que les niveaux de performance et de qualité attendus pour la planification et la réalisation des projets du Centre hospitalier de l'Université de Montréal, du Centre universitaire de santé McGill et du Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine.

Le *Guide de performance*, élaboré en étroite collaboration avec les équipes de planification des centres hospitaliers universitaires, prend assise sur :

- L'inventaire et l'analyse des normes et des pratiques du réseau de la santé et des services sociaux québécois;
- L'inventaire et l'analyse des normes et des pratiques nationales et internationales dans le domaine de la santé;

- L'analyse de projets comparables, tels le Abbotsford Hospital and Cancer Center et le William Osler Health Center, tous deux situés au Canada.

### *Analyse des PFT des CHU*

Conséquemment à un mandat reçu du Bureau du directeur exécutif des projets de modernisation des centres hospitaliers universitaires de Montréal, la Corporation a réalisé l'analyse des programmes fonctionnels et techniques (PFT) en se basant sur le guide *Programme fonctionnel et technique – Méthodologie*.

L'analyse des PFT prend en considération les niveaux de performance et de qualité et le contenu du *Guide de performance CHU* précité, les normes et les pratiques du réseau de la santé et des services sociaux québécois ainsi que les normes et les pratiques nationales et internationales dans le domaine de la santé.

### *Comités de sélection des équipes maîtres de la gestion des projets*

La Corporation a assuré le secrétariat des comités de sélection des équipes maîtres de la gestion des projets d'architecture, de génie mécanique et électrique du bâtiment et de génie civil pour le Centre hospitalier universitaire de Montréal, le Centre universitaire de santé McGill et le Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine. La Corporation a assuré la coordination logistique nécessaire à la tenue, à la gestion et au bon fonctionnement de ces comités.

Outre les trois séances d'ouverture, la planification de 29 séances de comités, y compris 13 entrevues avec les fournisseurs sélectionnés, ont été réalisées.

### *Gestion financière des projets*

Des pourparlers sont en cours avec les représentants du Bureau du directeur exécutif afin que la Corporation assure la gestion financière des trois projets de construction.

### *Étude de faisabilité LEED*

Dans le cadre du projet *Grandir en santé* du Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine, la Corporation a été mandatée pour réaliser une étude de faisabilité LEED afin d'identifier les stratégies environnementales possibles et de déterminer le niveau de certification envisagé avec le système LEED Canada-NC 1.0 pour l'ensemble du site.

# Faits saillants 2006-2007

## PRÉVENTION DES INFECTIONS NOSOCOMIALES

Conformément aux recommandations du *Rapport Aucoin*, la Corporation a poursuivi son implication dans les travaux de l'un des comités d'experts en infectiologie constitués par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Ce comité a pour mission, notamment, d'établir et d'encadrer l'exercice de normalisation immobilière requise en matière de prévention et de contrôle des infections nosocomiales. La participation de la Corporation permet d'orienter la nature et la portée des travaux du comité dans le cadre d'une approche globale de normalisation des actifs immobiliers du réseau de la santé et des services sociaux.

## PHARMACIE SATELLITE EN ONCOLOGIE

Pour faire suite à la publication en 2004 d'une alerte du National Institute for Occupational Safety and Health (NIOSH) des États-Unis qui recommandait la mise en place de mesures de prévention rigoureuses pour la préparation et la manipulation de médicaments dangereux, l'Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail du secteur affaires sociales (ASSTSAS) a mis sur pied un comité d'experts du domaine de la santé. Ce comité a pour but de produire un guide de prévention pour la manipulation sécuritaire des médicaments dangereux dans les établissements de santé du Québec.

Dans ce contexte, la Corporation publiera prochainement un guide complémentaire au guide de prévention pour la mise en place de pharmacies satellites en oncologie qui répondra aux préoccupations du NIOSH. Ce guide portera notamment sur l'organisation fonctionnelle et l'aménagement des locaux et des espaces nécessaires aux activités de préparation des médicaments dangereux (incluant un sas et une salle blanche), et mettra en relief les exigences techniques relatives à la construction et à l'intégration des composantes, des systèmes et des réseaux.

## PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

À l'intérieur des limites du mandat confié par le ministère de la Santé et des Services sociaux, la Corporation a coordonné et géré l'ensemble des volets du projet du nouveau CHSLD de 200 places, réalisé en partenariat public-privé sur le territoire du Centre de santé et de services sociaux Champlain, en Montérégie. L'appel de manifestation d'intérêt et de demande d'information a été lancé le 22 juin 2006. Le lancement de l'appel de qualification doit être effectué au début de l'année financière 2007-2008.

## SERVICES IMMOBILIERS

Au cours de l'exercice financier, 14 transactions diverses totalisant des investissements de l'ordre de 6 millions de dollars ont été effectuées dans le cadre de la réalisation de divers projets tels que le Centre d'hébergement Saint-Joseph-de-la-Providence, le CSSS des Pays-d'en-Haut, le CHSLD de Thetford Mines, le CHSLD du Centre hospitalier St-Sacrement et le projet de la Maison des naissances de Québec. De plus, les acquisitions de trois immeubles existants ont permis au CLSC du Fjord, au CLSC de Bordeaux-Cartierville et à l'Agence de santé et de services sociaux de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine de continuer d'occuper un immeuble propriété du réseau.

La gestion du parc immobilier repose d'abord et avant tout sur une connaissance approfondie des bâtiments. Mandatée par les établissements, la Corporation a évalué l'état physique de 73 immeubles en s'appuyant sur le *Protocole d'audit technique des immeubles*.

### Bilan des audits réalisés

<b>2005-2006</b>	<b>229</b> immeubles propriétés de la Corporation
	<b>240</b> immeubles propriétés des établissements
<b>2006-2007</b>	<b>73</b> immeubles propriétés des établissements
<b>TOTAL</b>	<b>542</b> immeubles, soit 42 % du parc immobilier du réseau

La Corporation participe activement aux travaux liés au repositionnement du Système de gestion des actifs du réseau de la santé et des services sociaux (SIGARSSS), projet parrainé par le ministère de la Santé et des Services sociaux, en collaboration avec les agences et les établissements.



## Faits saillants 2006-2007

### OFFRES DE SERVICE ET PROTOCOLES D'ENTENTE

	2005 2006	2006 2007
Offres de service présentées	<b>24</b>	<b>42</b>
Offres de service acceptées	<b>18</b>	<b>30</b>
Protocoles d'entente signés	<b>17</b>	<b>37</b>

#### Projet PPC – Gestion des changements

Dans le cadre du projet PPC, il se révélait essentiel d'améliorer la gestion des changements à l'étape de l'exécution afin de respecter les paramètres de contenus, de coûts et d'échéanciers. Pour chacune des parties prenantes, les avantages liés à ces améliorations sont nombreux, à savoir : un meilleur contrôle des modifications lors des travaux réalisés par l'entrepreneur; l'élimination d'ajouts non-essentiels aux projets; une meilleure coordination des travaux; le paiement plus rapide des honoraires professionnels et des travaux de l'entrepreneur en lien avec les changements approuvés; la réduction du nombre de différends et de litiges, etc.

Afin de mieux soutenir la gestion des changements dans les projets et d'assurer une gestion efficace des directives de chantier et des ordres de changement, la Corporation a sélectionné le progiciel Primavera comme outil de gestion. En plus de permettre la gestion du portefeuille de projets de la Corporation, le progiciel Primavera intègre les bonnes pratiques de la gestion de projet du Project Management Institute.

Divers travaux de développement et d'intégration aux applications corporatives existantes ont été réalisés. Ces travaux ont permis de procéder au déploiement, en mode projets pilotes, de l'application Contract Manager auprès de nos partenaires externes les projets suivants :

CSSS Maria-Chapelaine	Institut de cardiologie de Montréal
CSSS de Chicoutimi	CSSS de Papineau
CSSS de Jonquières	CSSS du Grand Littoral
CSSS de la Vieille-Capitale	CSSS de la région de Thetford
C.H. Saint-Sacrement Iléé	CSSS de la Haute-Yamaska
CSSS de Maskinongé	CSSS Pierre-Boucher
C.H. régional de Trois-Rivières	

Les résultats obtenus par ces nouvelles expériences de consolidation de processus d'affaires entre les fournisseurs, les clients et la Corporation permettent de bonifier nos pratiques internes actuellement en réévaluation dans le cadre du projet PPC.

### LA CORPORATION... EN LIGNE

#### Suivi en ligne des projets d'immobilisations en constante évolution

	Au 31 mars 2005	Au 31 mars 2006	Au 31 mars 2007
Nombre d'établissements	18	42	55
Nombre de projets en suivi	25	80	98

#### Infrastructure et applications

La Corporation a entrepris divers travaux reliés aux architectures de systèmes, à la refonte et à l'implantation de nouvelles applications. À titre d'exemple, la mise en place d'outils de partage liés à la restructuration des dossiers au biais d'un intranet, la rédaction des mesures de sécurité, la mise en place de nouveaux serveurs d'applications et la poursuite du déploiement de portails d'affaires pour les projets d'immobilisations ont été réalisés ou feront l'objet de travaux au cours de la prochaine année.

En ce qui a trait aux applications, notons la mise en service d'un nouveau système relié aux opérations de financement, la refonte du système qualité, l'implantation étendue du système de feuilles de temps et de gestion des comptes de dépenses pour l'ensemble du personnel et, enfin, le développement d'outils pour faciliter la mise en place des logiciels de la suite Primavera.

Afin de répondre aux besoins et aux demandes de la clientèle, une refonte complète du site Web a été effectuée. Le nouveau site, qui sera mis en ligne au début de l'année financière 2007-2008, offre une arborescence simplifiée ainsi qu'une navigation et une recherche conviviales pour les internautes.

#### Projets spéciaux

Deux grands projets spéciaux ont nécessité l'expertise de l'équipe en ressources informationnelles, à savoir le repositionnement du projet SIGARSSS et l'informatisation du réseau de la santé. Pour ce dernier projet, la Corporation a analysé les solutions en gestion financière et en gestion documentaire qui seront mises de l'avant pour l'administration courante des nombreux éléments rattachés au Dossier de santé du Québec (DSQ).

# Faits saillants 2006-2007

## LE SERVICE À LA CLIENTÈLE DIRECTEMENT LIÉ AU SYSTÈME QUALITÉ

Afin de sonder la satisfaction de sa clientèle et de ses fournisseurs, la Corporation s'est appuyée sur les mesures suivantes :

- Un service en ligne accessible au numéro 1 866 523-8000 ou à l'adresse [serviceenligne@chq.gouv.qc.ca](mailto:serviceenligne@chq.gouv.qc.ca)
- Des entrevues personnalisées réalisées auprès des organismes du réseau de la santé et des services sociaux et des fournisseurs
- Un sondage externe réalisé par Niche Marketing
- Des rencontres avec les agences de la santé et des services sociaux

### Service en ligne

Trente-cinq (35) demandes ont été traitées dans le système qualité de la Corporation, et ce, dans les délais prescrits.

### Principaux éléments mis en lumière par les sondages

#### Forces et valeur ajoutée de la Corporation

Cinquante pour cent (50 %) des commentaires recueillis mettent en relief l'expertise de haut calibre offert par la Corporation sur les plans technique, multidisciplinaire, immobilier, juridique, financier, contractuel et de la gestion de projet.

Vingt-cinq pour cent (25 %) des remarques recueillies concernent la disponibilité des services.

Vingt-cinq pour cent (25 %) des énoncés se rapportent à la documentation relative aux guides et aux normes de construction des établissements de santé, aux outils informatiques et aux documents contractuels.

#### Pistes d'amélioration

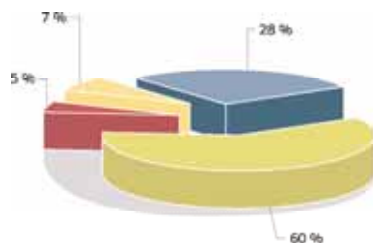
Quarante pour cent (40 %) des suggestions visent l'allègement des procédures administratives, la réduction des délais, une utilisation accrue des moyens informatiques pour faire circuler l'information et un meilleur suivi post-réalisation des projets.

Quarante pour cent (40 %) des observations ont trait au rôle du chargé de projet.

Vingt pour cent (20 %) des annotations concernent les rapports d'expertise, l'application des normes et le processus d'estimation des coûts.

## Types de contrats signés par la Corporation, par la Corporation à titre de mandataire et par les établissements

- Contrats et avenants en services professionnels
- Contrats de construction
- Contrats d'œuvres d'art
- Autres contrats



### Attentes de la clientèle

Cinquante-six pour cent (56 %) des attentes visent à obtenir un meilleur accompagnement au plan de l'expertise, à assurer un suivi plus rigoureux des projets, à diffuser davantage d'information, à favoriser des mécanismes d'optimisation et d'analyse de la valeur et à mettre en place des moyens pour faciliter l'environnement de la gestion de projet.

Quarante-quatre pour cent (44 %) des suggestions touchent la mise en place d'activités qui ont pour but de mieux faire connaître la Corporation, d'accentuer la collaboration entre les divers intervenants dans un projet et de poursuivre le « virage clientèle ».

### Rencontres avec les agences de la santé et des services sociaux

Les rencontres avec les agences de la santé et des services sociaux ont pour objectif la revue de tous les projets d'immobilisations en phase d'étude ou en phase de mise à exécution dans les différentes régions. Elles permettent aussi de mettre en relief les priorités régionales et de mieux planifier les projets d'immobilisations contenus dans le portefeuille de projets des diverses agences. De fait, toutes les offres de service et les protocoles d'entente présentés aux établissements font l'objet de discussions; chaque agence est ainsi bien informée de la nature des travaux effectués par la Corporation sur son territoire.

### Système qualité

Les activités liées à la gestion du système qualité de la Corporation se sont déroulées selon l'échéancier prévu. En juin 2006, le Bureau de normalisation du Québec a réalisé un audit de l'ensemble des processus de

## Faits saillants 2006-2007

l'organisation dans le but d'en valider la maîtrise et l'efficacité. Au terme de cet audit, deux non-conformités mineures ont été soulevées et des mesures correctives ont été mises en place promptement, à la satisfaction du Bureau de normalisation du Québec. La Corporation a donc obtenu le renouvellement de son accréditation ISO 9001 pour son système de gestion de la qualité.

En plus de l'audit externe, tous les processus de l'organisation ont été vérifiés par une équipe d'auditeurs internes. Des revues de direction ont également été menées et une attention rigoureuse a été portée au suivi des objectifs de performance.

Dans le but d'appuyer le processus d'amélioration continue de la Corporation, une nouvelle version du *Registre qualité* a été développée. Le *Registre qualité* est une application Web qui permet aux employés de documenter des non-conformités, des demandes d'actions correctives et préventives, ainsi, que des suggestions pour des changements novateurs.

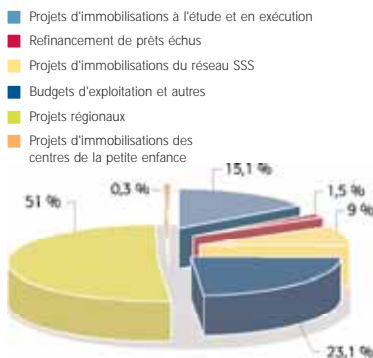
### Éléments traités en 2006-2007

- 174 non-conformités
- 30 demandes d'actions correctives
- 9 demandes d'actions préventives

### Éléments en cours de traitement au 31 mars 2007

- 13 non-conformités
- 39 demandes d'actions correctives
- 25 demandes d'actions préventives

### Ventilation des prêts au 31 mars 2007



## LES RESSOURCES HUMAINES

La gestion des ressources humaines à la Corporation est un élément déterminant de la stratégie de consolidation de son efficacité et de sa performance. Bien que le gestionnaire opérationnel soit le premier responsable de la gestion de ses ressources, la Corporation a fixé les objectifs à atteindre en matière d'expertise du personnel et d'environnement de travail.

### Système qualité – Tableau de bord (partiel)

No	Objectifs	Calcul	Cible	Résultats 2005-2006	Résultats 2006-2007				Moyenne	Cible atteinte
					1 <sup>er</sup> quart	2 <sup>e</sup> quart	3 <sup>e</sup> quart	4 <sup>e</sup> quart		
1	Présenter au client la version préliminaire des plans d'action à l'intérieur de 30 jours ouvrables à partir de la réception du mandat du client.	Plans action présentés $\leq$ 30 jours / mandats reçus	75 %	20 % 5/25	50 % 1/2	66 % 2/3	100 % 4/4	66 % 2/3	75 % 9/12	Oui
2	Respecter les budgets à la fin de chaque étape du projet (concept, P/D préliminaires, P/D définitifs, construction).	Projets dont les budgets ont été respectés / étapes de projet complétées	75 %	17 % 2/12	80 % 8/10	94 % 15/16	100 % 9/9	71 % 5/7	88 % 37/42	Oui
3	Respecter les échéanciers des mandats (DET).	Mandats complétés à temps / mandats reçus	90 %	84 % 68/81	89 % 17/19	77 % 10/13	96 % 24/25	94 % 15/16	90 % 66/73	Oui
4	Réaliser les analyses PFT à l'intérieur de 60 jours ouvrables (excluant les délais externes).	PFT analyses $\leq$ 60 jours / PFT analyses	75 %	45 % 5/11	50 % 1/2	100 % 2/2	100 % 1/1	100 % 2/2	86 % 6/7	Oui
5	Produire un contrat de construction dans un délai de cinq jours ouvrables suivant la réception de la documentation requise.	Contrats produits $\leq$ 5 jours / contrats demandés	90 %	100 % 6/6	100 % 3/3	100 % 5/5	100 % 6/6	100 % 3/3	100 % 17/17	Oui
6	Effectuer le paiement des factures dans un délai de 30 jours corporatifs (10 jours VPI, 20 jours DGF).	Factures payées $\leq$ 30 jours / factures payées	80 %	88 %	83 %	71 %	87 %	84 %	81 %	Oui

## Faits saillants 2006-2007



Centre hospitalier St-Sacrement  
Québec

### Formation et développement

Durant l'exercice 2006-2007, la Corporation a réalisé 572 jours/personne de formation. Il s'agit de formation en lien direct avec l'expertise professionnelle et l'évolution technologique. Ces formations s'appuient entre autres sur les besoins identifiés lors des sondages menés auprès des clients. La Corporation encourage son personnel à adhérer aux corporations professionnelles pertinentes à l'exercice de leur métier. En plus d'offrir de nombreuses opportunités de développement, les ordres professionnels contribuent au maintien d'une culture d'éthique. Cinquante et un employés (51) de la Corporation sont membres d'ordres professionnels.

### Planification de la main-d'œuvre

L'équipe de la Corporation se compose dans une proportion égale de femmes et d'hommes, dont la moyenne d'âge est de 43 ans. La Corporation ne fait pas face à quelconque problème de relève. Au 31 mars 2007, elle comptait 99 employés réguliers et 31 employés occasionnels. Une analyse de risques associés aux départs éventuels d'employés à la retraite a permis d'identifier quelques postes jugés plus critiques pour lesquels un transfert de connaissances est en cours. La Corporation doit aussi s'assurer de retenir son personnel et elle a pris les mesures appropriées dans un contexte de recrutement difficile. Un taux de rotation annuel de 12 % fait l'objet d'une grande attention; l'analyse des départs a permis aux autorités de modifier l'offre d'emploi afin de proposer plus de stabilité et de perspective de développement au personnel.

### Bien-être des employés

La Corporation a autorisé une politique de remboursement d'une partie des frais d'adhésion à des activités sportives; 36 employés bénéficient de l'application de cette politique.

Maquette du projet du Centre  
hospitalier St-Sacrement



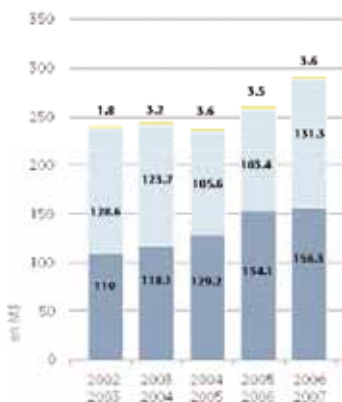
# Profil de la Corporation

- Entreprise du gouvernement autonome et imputable
- Actif : 4,5 milliards de dollars
  - 1,9 milliard de dollars en biens immobiliers
  - 2,5 milliards de dollars en financement
- Capacité d'emprunt de 4,3 milliards de dollars
  - 2,8 milliards de dollars d'emprunts à court terme
  - 1,5 milliard de dollars d'emprunts à long terme
- Avoir de l'actionnaire : 179,4 millions de dollars
- Chiffre d'affaires : 292,3 millions de dollars
- Nombre de propriétés : 284 immeubles

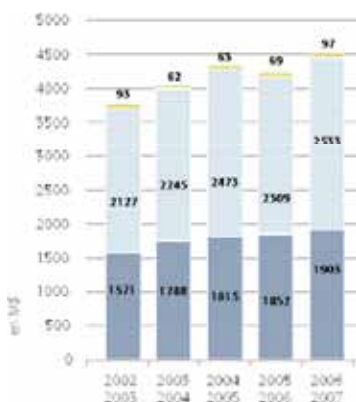
Depuis sa création le 1<sup>er</sup> décembre 1999, la Corporation a :

- Livré plus de 100 projets, totalisant des investissements de 1,2 milliard de dollars;
- Réalisé des projets d'une valeur minimale de 200 millions de dollars par année;
- Produit plus de 5 150 contrats avec les professionnels et les entrepreneurs;
- Signé plus de 250 baux de location.

**Évolution des revenus par type de services pour la période 2006-2007**



**Évolution de l'actif immobilier et des actifs financiers de la Corporation**



■ Services d'expertise ■ Services financiers ■ Services immobiliers ■ Autres actifs ■ Actifs financiers ■ Actifs immobiliers

**Évolution des opérations contractuelles**

	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	Total
Contrats et avenants en services professionnels	556	579	466	454	438	2493
▪ architectes et ingénieurs	349	410	300	275	257	1591
▪ autres professionnels	207	169	166	179	181	902
Contrats de construction	87	88	76	68	38	357
Contrats d'œuvres d'art	59	68	56	33	54	270
Autres contrats	140	150	161	133	207	791
<b>Total</b>	<b>842</b>	<b>885</b>	<b>759</b>	<b>688</b>	<b>737</b>	<b>3 911</b>





# ÉTATS FINANCIERS

DE L'EXERCICE TERMINÉ  
LE 31 MARS 2007

Centre hospitalier universitaire de Québec  
Centre de recherche du CHUL  
Québec



## Rapport de la direction

Les états financiers de la Corporation d'hébergement du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Corporation reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le vérificateur, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Corporation, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur présente la nature et l'étendue de cette vérification de même que son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

Le président-directeur général,



Michel L. Lesage

Québec, le 1<sup>er</sup> juin 2007

# Rapport du vérificateur

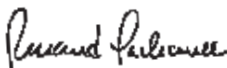
Au ministre des Finances du Québec

J'ai vérifié le bilan de la Corporation d'hébergement du Québec au 31 mars 2007 ainsi que les états des résultats, des bénéfices non répartis, du surplus d'apport et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Corporation. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Corporation au 31 mars 2007 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le Vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception du changement dans la comptabilité des contrats de swaps de taux d'intérêt expliqué à la note 3, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, CA

Québec, le 1<sup>er</sup> juin 2007

## Résultats

de l'exercice terminé le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Notes	2007	2006
<b>PRODUITS</b>			
Revenus d'intérêt		131 338	103 279
Honoraires de gestion de financement		1	152
Revenus de location :			
- Réseau de la santé	4	152 264	150 044
- Autres – net	5	976	1 226
Honoraires de gestion relatifs aux projets mandatés		1 998	2 652
Honoraires d'expertise		1 563	827
Subvention du gouvernement du Canada	6	144	85
Gain sur disposition de biens immobiliers et d'immeubles destinés à la vente		14	48
Amortissement des apports reportés		3 988	3 313
Revenus de projets à l'étude retirés		-	106
Autres		38	572
		<b>292 324</b>	<b>262 304</b>
<b>CHARGES</b>			
Frais financiers – net	7	213 761	186 129
Amortissement	8	57 467	54 528
Charges générales et administratives	9	9 536	8 899
Coûts d'expertise		1 439	807
Coûts relatifs aux projets à l'étude retirés		-	106
Système d'information sur les immeubles du réseau		785	237
Remise aux clients		-	1 504
		<b>282 988</b>	<b>252 210</b>
<b>Bénéfice net</b>		<b>9 336</b>	<b>10 094</b>

*Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.*



## Bénéfices non répartis

de l'exercice terminé le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	2007	2006
<b>Solde au début de l'exercice</b>	<b>141 617</b>	131 523
Bénéfice net	9 336	10 094
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>150 953</b>	<b>141 617</b>

*Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.*

## Surplus d'apport

de l'exercice terminé le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	2007	2006
<b>Solde au début de l'exercice</b>	<b>13 050</b>	11 600
Excédent de la juste valeur sur le coût des terrains acquis pour une contrepartie mineure ou nulle	5 143	1 450
Contributions d'organismes se rapportant aux terrains	312	-
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>18 505</b>	<b>13 050</b>

*Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.*

# Bilan

au 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Notes	2007	2006
<b>ACTIF</b>			
Encaisse		12 378	-
Placement temporaire		-	2 434
Créances	10	23 221	24 534
Frais payés d'avance		1 739	73
Loyers à recevoir	11	9 059	10 021
Prêts	12	1 981 385	1 692 515
Créances à recevoir – projets mandatés	13	519 281	581 699
Biens immobiliers	14	1 901 779	1 851 425
Actifs incorporels	15	14 331	162
Immeubles destinés à la vente	16	823	819
Projets à l'étude		30 881	33 170
Autres éléments d'actif	17	38 026	33 712
		<b>4 532 903</b>	<b>4 230 564</b>
<b>PASSIF</b>			
Chèques en circulation moins encaisse		-	1 858
Comptes fournisseurs et retenues sur contrats à payer	18	40 361	32 987
Intérêts courus	19	55 802	47 897
Emprunts à court terme	20	2 293 647	2 064 347
Dette à long terme	21	1 808 491	1 781 764
Autres éléments de passif	22	155 144	137 044
		<b>4 353 445</b>	<b>4 065 897</b>
<b>AVOIR DE L'ACTIONNAIRE</b>			
Capital-actions	23	10 000	10 000
Surplus d'apport		18 505	13 050
Bénéfices non répartis		150 953	141 617
		<b>179 458</b>	<b>164 667</b>
		<b>4 532 903</b>	<b>4 230 564</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Engagements et éventualités (note 26)

## Pour le conseil d'administration



Michel L. Lesage, président



Michel Vaillancourt, vice-président

## Flux de trésorerie

de l'exercice terminé le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	2007	2006
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Bénéfice net	9 336	10 094
Éléments sans incidence sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		
Gain sur disposition de biens immobiliers et d'immeubles destinés à la vente	(14)	(48)
Intérêts sur obligations à coupons irréguliers	7 913	7 161
Revenus d'intérêt imputés aux soldes des prêts et aux projets mandatés	(63 001)	(47 504)
Intérêts imputés aux biens immobiliers, aux actifs incorporels, aux projets à l'étude et aux autres éléments d'actif	(6 116)	(3 364)
Honoraires de gestion imputables aux projets mandatés et prêts CPE	(1 999)	(2 805)
Frais de gestion imputés aux biens immobiliers et aux projets à l'étude	(1 242)	(1 701)
Remise aux clients	-	1 504
Amortissement		
Biens immobiliers	56 439	53 558
Actifs incorporels	88	86
Autres éléments d'actif	2 529	2 386
Autres éléments de passif	(3 988)	(3 313)
Variations nettes des actifs et des passifs liés aux activités d'exploitation		
Créances	(1 542)	12 502
Frais payés d'avance	(1 666)	(58)
Loyers à recevoir	962	1 083
Comptes fournisseurs et retenues sur contrats à payer	426	(3 717)
Intérêts courus	7 906	(9 656)
	<b>6 031</b>	<b>16 208</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
Retrécées de fonds des prêts	756 814	909 025
Sorties de fonds des prêts	(999 257)	(639 944)
Retrécées de fonds des créances à recevoir – projets mandatés	196 941	116 078
Sorties de fonds des créances à recevoir – projets mandatés	(131 938)	(171 005)
Retrécées de fonds des sommes à recevoir du gouvernement du Québec liées à la dette à long terme	-	5 840
Sorties de fonds des sommes à recevoir du gouvernement du Québec liées à la dette à long terme	(3 807)	(4 486)
Acquisition de biens immobiliers	(63 390)	(87 374)
Produit de disposition de biens immobiliers	15	52
Acquisition d'immeubles destinés à la vente	(4)	(16)
Produit de disposition d'immeubles destinés à la vente	-	77
Retrécées de fonds des projets à l'étude	2	1 023
Sorties de fonds des projets à l'étude	(15 445)	(13 188)
Acquisition des autres éléments d'actif	(415)	(1 276)
Acquisition d'actifs incorporels	(2 217)	(54)
	<b>(262 701)</b>	<b>114 752</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Emprunts à court terme	11 857 736	9 570 076
Remboursement des emprunts à court terme	(11 628 436)	(9 549 034)
Emprunts à long terme	101 935	167 922
Remboursement de la dette à long terme	(80 077)	(324 341)
Augmentation nette des autres éléments de passif	17 002	12 437
Augmentation nette du surplus d'apport	312	-
	<b>268 472</b>	<b>(122 940)</b>
<b>Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>11 802</b>	<b>8 020</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	576	(7 444)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin (note 28)	12 378	576

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# Notes complémentaires

au 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

## 1. CONSTITUTION, MISSION ET OPÉRATIONS

La Corporation d'hébergement du Québec (la Corporation) est une personne morale à fonds social, constituée en vertu de la *Loi sur la Corporation d'hébergement du Québec* (L.R.Q., C-68.1).

La Corporation a pour mission d'offrir aux intervenants du secteur de la santé et des services sociaux, moyennant considération et dans un objectif d'autofinancement, l'expertise technique et financière ainsi que le financement nécessaire à la gestion, à la construction, à l'entretien et à l'acquisition d'immobilisations, d'équipements et d'infrastructures sociosanitaires.

Elle a également pour mission de posséder, et d'en faire la location moyennant considération, des biens utilisés ou qui doivent être utilisés par un établissement de santé et de services sociaux, une agence de la santé et des services sociaux ou un conseil régional visé à la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (L.R.Q., chapitre S-4.2) ou à la *Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris* (L.R.Q., chapitre S-5) ou toute autre personne, société ou association désignée à cette fin par le ministre ou par le gouvernement.

## 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

La préparation des états financiers de la Corporation, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

### REVENUS DE LOCATION

La Corporation constate les revenus de location provenant du réseau de la santé en comptabilisant mensuellement une provision établie en fonction des loyers annuels prévus, approuvés par le ministère de la Santé et des Services sociaux, au début de l'exercice financier. Un ajustement des revenus de location se fait en fin d'année pour tenir compte des loyers réels. Toute différence est comptabilisée à titre de dû ou à recevoir du ministère de la Santé et des Services sociaux.

## BIENS IMMOBILIERS

### *Immeubles en exploitation*

Les immeubles achetés par la Corporation sont inscrits au coût ou à la juste valeur lorsque la contrepartie est mineure ou nulle. L'excédent de la juste valeur des terrains sur leur coût est comptabilisé au surplus d'apport. L'excédent de la juste valeur des bâtiments sur leur coût est comptabilisé à titre d'apports reportés.

Les bâtiments sont amortis sur leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire pour des périodes d'amortissement qui varient de 10 à 50 ans.

Les coûts d'amélioration et d'aménagement qui se rapportent aux terrains et les coûts ajoutés aux bâtiments qui font l'objet de bail emphytéotique sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire pour une période équivalant au moindre de leur durée de vie ou de la durée du bail emphytéotique.

### *Immeubles en cours de construction*

Le coût des immeubles en construction comprend, en sus des coûts directs, une fraction pertinente des charges générales et administratives qui s'y rapportent et les frais de financement. Les frais de financement sont capitalisés aux immeubles en cours de construction jusqu'au moment de leur transfert aux immeubles en exploitation.

### *Mobilier et équipement en location*

Le mobilier et l'équipement en location attribuable aux biens immobiliers sont comptabilisés au coût. L'amortissement est calculé sur la durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 10 ans.

## ACTIFS INCORPORELS

### *Développements d'applications et de logiciels*

Les développements d'applications et de logiciels relatifs aux trois projets du Dossier de santé du Québec, soit «Dossier de santé électronique interopérable du Québec» (DSÉIQ), «Index patient-maitre» (IPME) et «Innovation» dont la Corporation est propriétaire, sont comptabilisés au coût. Les coûts comprennent, en sus des coûts directs, les frais de financement ainsi que les frais de gestion, et ce, jusqu'au moment où ils seront mis en opération. Ils seront amortis à partir de cette date.



# Notes complémentaires

au 31 mars 2007  
(en milliers de dollars)

## 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

### *Systèmes informatiques*

Les systèmes informatiques sont comptabilisés au coût. Ils sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une durée de 5 ans.

### **IMMEUBLES DESTINÉS À LA VENTE**

Les immeubles destinés à la vente sont évalués au moindre du coût amorti et de sa juste valeur, diminué des frais de vente. La Corporation cesse de les amortir aussitôt qu'elle décide de s'en départir.

### **PROJETS À L'ÉTUDE**

Les projets à l'étude comprennent, en sus des coûts directs, les frais de gestion et de financement. Ces frais sont imputés jusqu'au virement du coût des études au coût des projets de construction et de réfection, ou jusqu'au moment où le coût des études est remboursé par le ministère de la Santé et des Services sociaux dans les cas où les projets ne sont pas mis en œuvre.

### **INTÉRÊTS CAPITALISÉS**

La partie de la dépense d'intérêt attribuable aux immeubles en cours de construction est capitalisée selon le taux d'intérêt moyen pondéré des emprunts temporaires.

### **AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF**

#### *Frais d'émission, d'escompte ou de prime liés à la dette à long terme*

L'escompte, la prime et les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de la dette respective selon la méthode de l'amortissement linéaire.

#### *Frais reportés - conservation*

Les dépenses de conservation encourues sur les immobilisations sont comptabilisées au poste frais reportés et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une durée de 15 ans lorsque les projets sont complètement réalisés. Les sommes sont refacturables aux locataires. La récupération de ces frais s'effectue sur la même durée de 15 ans.

### *Équipements informatiques*

Les équipements informatiques sont comptabilisés au coût. Ils sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une durée de 5 ans.

### *Équipements informatiques - Dossier de santé du Québec*

Les équipements informatiques sont composés d'infrastructures technologiques relatives aux 3 projets du Dossier de santé du Québec, pour lesquels la Corporation est propriétaire. Ils sont comptabilisés au coût. Ils seront amortis au moment de leur mise en opération.

### *Mobilier et équipement*

Le mobilier et l'équipement utilisés à des fins administratives sont comptabilisés au coût. L'amortissement est calculé en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 5 à 10 ans.

### *Aménagement de locaux*

Les aménagements de locaux sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 10 et 25 ans.

### **DETTE À LONG TERME**

Les obligations émises à coupons irréguliers sont inscrites à leur valeur nominale, augmentées annuellement de la capitalisation de la charge d'intérêt au taux effectif, selon la méthode de l'intérêt composé.

### **AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF**

#### *Apports reportés*

Les apports reportés sont constitués de l'excédent de la juste valeur des bâtiments sur leur coût lorsque la contrepartie est mineure ou nulle, et des contributions d'organismes pour financer des projets de construction. Ils sont virés graduellement aux résultats selon la même méthode d'amortissement que les bâtiments y afférents.

Les contributions d'organismes se rapportant aux terrains sont comptabilisées dans le surplus d'apport. Lorsque des conditions sont rattachées à ces contributions, elles sont comptabilisées dans les apports reportés et virés au surplus d'apport au moment où les conditions sont respectées.

### **LOYERS PERÇUS D'AVANCE**

Les loyers perçus d'avance représentent les loyers reçus d'avance. Ils sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 25 ans, soit la durée du bail échéant en 2029 et 2030.

# Notes complémentaires

au 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

## 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

### RÉGIMES DE RETRAITE

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux puisque la Corporation ne dispose pas d'informations suffisantes pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

### TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La politique de la Corporation est d'inclure dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, l'encaisse, les chèques en circulation moins l'encaisse et les placements temporaires, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

### COMPTABILITÉ DE COUVERTURE

La Corporation utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque de taux d'intérêt auquel l'exposent ses emprunts à court terme. Elle n'utilise pas d'instruments financiers à des fins de transaction. Selon la politique de la Corporation, elle désigne, en bonne et due forme, chaque instrument financier dérivé comme couverture d'un instrument d'emprunt bien identifié. Elle estime que les instruments financiers dérivés sont efficaces comme couvertures, tant lors de la mise en place de la couverture que pendant la durée de l'instrument, puisque la durée jusqu'à échéance, le montant notionnel (le principal) et le taux d'intérêt de référence des instruments concordent tous avec les conditions de l'instrument d'emprunt couvert.

La Corporation utilise des contrats de swaps de taux d'intérêt dans le cadre de sa politique de gestion des activités de la trésorerie des emprunts et des placements à court terme ainsi que des risques financiers y afférents. Les contrats de swaps de taux d'intérêt donnent lieu à l'échange périodique de paiements d'intérêt sans échange du notionnel sur lequel les paiements sont fondés, et ils sont comptabilisés à titre d'ajustement de la charge d'intérêt sur instrument d'emprunt couvert. Le montant net correspondant à payer à des contreparties où à recevoir des contreparties est enregistré comme actifs ou passifs liés aux produits dérivés au bilan.

## 3. MODIFICATION D'UNE CONVENTION COMPTABLE

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2006, la Corporation utilise les contrats de swaps de taux d'intérêt qu'elle conclut à titre d'élément de couverture de la juste valeur de ses emprunts à court terme. Les swaps sont comptabilisés dans le cadre d'une relation de couverture selon la méthode décrite aux conventions comptables. Auparavant, ces swaps étaient inscrits à la juste valeur et leurs variations étaient portées aux résultats. Cette modification comptable a été appliquée prospectivement.

## 4. REVENUS DE LOCATION – RÉSEAU DE LA SANTÉ

Les revenus de location proviennent de baux, d'une durée de 15 ans, signés à compter du 1<sup>er</sup> avril 2000 avec des centres hospitaliers (CH), des centres locaux de services communautaires (CLSC), des centres hospitaliers de soins de longue durée (CHSLD) et d'autres organismes du réseau de la santé qui occupent les immeubles de la Corporation. Ces revenus sont établis annuellement en fonction de la politique de tarification de la Corporation.

## 5. REVENUS DE LOCATION – AUTRES – NET

	2007	2006
<b>Revenus de location</b>	<b>3 998</b>	<b>4 053</b>
<b>Charges</b>		
Frais d'exploitation	1 510	1 579
Intérêts	443	319
Travaux de conservation	256	121
Amortissement des immeubles	719	714
Amortissement des aménagements de locaux	94	94
	<b>3 022</b>	<b>2 827</b>
	<b>976</b>	<b>1 226</b>



# Notes complémentaires

au 31 mars 2007  
(en milliers de dollars)

## 6. SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU CANADA

En vertu de l'article 95 de la *Loi nationale sur l'habitation* (S.R.C., c. N-11), la Corporation est admissible à une contribution du gouvernement du Canada qui lui permet d'assumer le coût du financement de projets d'habitation. À cet égard, 23 immeubles ont été déclarés admissibles à ces contributions.

7. FRAIS FINANCIERS – NET	2007	2006
<b>Intérêts sur dette à long terme</b>		
Obligations	19 214	19 138
Billets	99 895	100 696
Autres dettes	2 567	4 837
Amortissement des escomptes, primes et frais à l'émission de dettes à long terme	487	408
Autres frais financiers	8	3 471
	<b>122 171</b>	<b>128 550</b>
Moins :		
Revenus d'intérêt d'un Fonds d'amortissement se rapportant aux immeubles de la Corporation géré par le ministère des Finances	1 797	1 685
	<b>120 374</b>	<b>126 865</b>
<b>Intérêts sur emprunts à court terme</b>		
Intérêts	97 869	62 655
Moins :		
Intérêts imputés aux immeubles en cours de construction dont la Corporation est propriétaire, aux projets à l'étude, aux actifs incorporels et aux autres éléments d'actif	4 477	3 364
Revenus d'intérêt	5	27
	<b>93 387</b>	<b>59 264</b>
	<b>213 761</b>	<b>186 129</b>

Les frais d'intérêt sur emprunts contractés auprès d'entreprises apparentées, sous contrôle commun, s'élèvent à 102,5 M\$ (2006 : 103,3 M\$) pour les emprunts à long terme et 43,7 M\$ (2006 : 22,1 M\$) pour les emprunts à court terme.

Les autres frais financiers au 31 mars 2006 représentaient des contributions payées relatives au refinancement avant échéance d'emprunts à long terme. Ces frais ont été versés sous protêt par la Corporation. Au 31 mars 2007, ces frais font toujours l'objet d'une poursuite judiciaire.

## Notes complémentaires

au 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

8. AMORTISSEMENT	2007	2006
<b>Biens immobiliers</b>		
Immeubles en exploitation	51 723	48 865
Mobilier et équipement en location	3 997	3 979
<b>Autres éléments d'actif</b>		
Frais reportés – conservation	1 747	1 684
	<b>57 467</b>	<b>54 528</b>

9. CHARGES GÉNÉRALES ET ADMINISTRATIVES	2007	2006
Salaires et avantages sociaux	9 173	8 599
Frais des locaux occupés par la Corporation	813	514
Services professionnels	358	619
Postes, messageries, communication et commercialisation	178	166
Informatique	227	254
Frais administratifs et de bureau	237	205
Autres charges	616	714
Amortissement du mobilier et équipement, des systèmes informatiques et des équipements informatiques	289	286
	<b>11 891</b>	<b>11 357</b>
Moins :		
Frais de gestion et coûts directs capitalisés aux biens immobiliers, aux créances à recevoir – projets mandatés et aux projets à l'étude	1 310	1 846
Coûts directs imputés aux coûts d'expertise et au système d'information sur les immeubles du réseau	1 045	612
	<b>9 536</b>	<b>8 899</b>

10. CRÉANCES	2007	2006
Montant à recevoir du gouvernement du Québec	17 960	15 517
Agences de la santé et des services sociaux	280	405
Établissements du réseau de la santé	4 725	8 192
Autres	256	420
	<b>23 221</b>	<b>24 534</b>

### 11. LOYERS À RECEVOIR

Au 31 mars 2000, la Corporation enregistrait une subvention à recevoir du ministère de la Santé et des Services sociaux pour les intérêts courus mais non exigibles relatifs aux emprunts à long terme inscrits à ses états financiers. Comme la Corporation ne reçoit plus de subvention du ministère de la Santé et des Services sociaux, ce montant a été converti avec l'accord du ministère en « loyers à recevoir ». Ces loyers à recevoir seront remboursés à la Corporation par les établissements, sans intérêt, selon un calendrier de versements prédéterminés échéant en 2033.

## Notes complémentaires

au 31 mars 2007  
(en milliers de dollars)

12. PRÊTS	2007	2006
Agences de la santé et des services sociaux (*)	790 696	734 009
Établissements du réseau de la santé (**)	1 181 168	891 083
Centres de la petite enfance (***)	7 450	66 826
Autres	2 071	597
	<b>1 981 385</b>	<b>1 692 515</b>

\* Ces prêts incluent un montant de 435,7 M\$ (2006 : 452,5 M\$) relativement à des conventions de prêts échéant en 2023 et pour lesquelles il y a en contrepartie un financement à long terme. Les versements sur les prêts sont encaissables le 30 septembre et le 31 mars de chaque année et sont assortis d'une garantie par hypothèque mobilière. Les sommes reçues correspondent aux versements exigibles en capital et intérêts sur les dettes à long terme dont les taux d'intérêt varient en 2006 et 2007 entre 5,5 % et 12,5 % pour des échéances entre 2008 et 2023. Également, ces prêts incluent un montant à court terme de 355,0 M\$ (2006 : 281,5 M\$) qui consiste en des marges de crédit qui portent actuellement intérêt au taux des acceptations bancaires d'un mois + 0,30 %.

\*\* Ces prêts incluent un montant de 1 129,2 M\$ (2006 : 863,2 M\$) qui consiste en des marges de crédit dont le taux équivaut actuellement au taux des acceptations bancaires + 0,30 %. Ces prêts incluent un montant de 52,0 M\$ (2006 : 27,9 M\$) qui fait l'objet de conventions de prêts à long terme échéant entre 2008 et 2016 et portent intérêt au taux des acceptations bancaires d'un mois + 0,30 %.

\*\*\* Ces prêts sont à court terme et portent actuellement intérêt au taux préférentiel moins 0,5 %.

### 13. CRÉANCES À RECEVOIR – PROJETS MANDATÉS

Les créances à recevoir – projets mandatés comprennent tous les coûts directs majorés des honoraires de gestion et des intérêts, calculés au taux des acceptations bancaires d'un mois + 0,30 %, reliés aux projets de construction confiés à la Corporation par le réseau de la santé. Le remboursement de ces créances survient à l'achèvement du projet par l'encaissement du financement réalisé par l'établissement.

14. BIENS IMMOBILIERS	2007			2006
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
<b>Immeubles en exploitation</b>				
Terrains	96 944	-	96 944	90 916
Bâtiments	1 990 822	329 546	1 661 276	1 639 674
	<b>2 087 766</b>	<b>329 546</b>	<b>1 758 220</b>	<b>1 730 590</b>
<b>Immeubles en cours de construction</b>				
Terrains	65 135	-	65 135	47 445
Bâtiments	61 185	-	61 185	52 241
	<b>126 320</b>	<b>-</b>	<b>126 320</b>	<b>99 686</b>
<b>Mobilier et équipement en location</b>				
	43 842	26 603	17 239	21 149
	<b>2 257 928</b>	<b>356 149</b>	<b>1 901 779</b>	<b>1 851 425</b>

### FRAIS CAPITALISÉS AUX BIENS IMMOBILIERS

Au cours de l'exercice, les frais suivants ont été capitalisés aux biens immobiliers :

	2007	2006
Intérêts sur emprunts à court terme	2 700	2 449
Charges générales et administratives	986	1 497

## Notes complémentaires

au 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	2007			2006
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Développements d'applications et de logiciels	14 167	-	14 167	-
Systèmes informatiques	568	404	164	162
	<b>14 735</b>	<b>404</b>	<b>14 331</b>	<b>162</b>

Le 1<sup>er</sup> août 2006, le ministre de la Santé et des Services sociaux a autorisé la Corporation à contracter les emprunts requis jusqu'à concurrence de la somme de 130,9 M\$ afin d'assurer la réalisation des 3 projets du Dossier de santé du Québec et d'en assurer la propriété.

	2007			2006
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Terrains	808	-	808	808
Bâtiments	226	211	15	11
	<b>1 034</b>	<b>211</b>	<b>823</b>	<b>819</b>

	2007			2006
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Frais d'émission d'escompte ou de prime liés à la dette à long terme	11 662	2 239	9 423	9 144
Frais reportés – conservation	26 979	7 058	19 921	21 393
Équipements informatiques	706	472	234	230
Équipements informatiques – Dossier de santé du Québec	5 664	-	5 664	-
Mobilier et équipement	1 249	654	595	512
Aménagements de locaux	2 094	380	1 714	1 809
Frais reportés – autres	475	-	475	624
	<b>48 829</b>	<b>10 803</b>	<b>38 026</b>	<b>33 712</b>



## Notes complémentaires

au 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

<b>18. COMPTES FOURNISSEURS ET RETENUES SUR CONTRATS À PAYER</b>	<b>2007</b>	<b>2006</b>
Montant dû au gouvernement du Québec	2 360	425
Agence de la santé et des services sociaux	2 390	-
Établissements du réseau de la santé	1 979	1 629
Autres	33 632	30 933
	<b>40 361</b>	<b>32 987</b>

<b>19. INTÉRÊTS COURUS</b>	<b>2007</b>	<b>2006</b>
Apparentés – entités sous contrôle commun	41 564	40 810
Autres	14 238	7 087
	<b>55 802</b>	<b>47 897</b>

<b>20. EMPRUNTS À COURT TERME</b>	<b>2007</b>	<b>2006</b>
Billets à escompte		
Institutions financières, 4,31 % à 4,50 %	1 414 562	765 454
Fonds consolidé de la Province de Québec, 4,35 % à 4,38 %	541 085	702 003
Fiducie du transfert visant la réduction du temps d'attente	-	125 467
Billets au pair		
Fonds de financement du gouvernement du Québec, 4,40 %	310 000	319 000
Fonds consolidé de la Province de Québec, 4,37 %	28 000	98 000
Fonds d'amortissement de la Province de Québec	-	21 200
Autres	-	33 223
	<b>2 293 647</b>	<b>2 064 347</b>

Au 31 mars 2007, la Corporation disposait d'une marge de crédit de 10 M\$. Elle est renouvelable le 31 juillet 2007. Les montants prélevés portent intérêt au taux préférentiel.

# Notes complémentaires

au 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

## 21. DETTE À LONG TERME

	2007	2006
Obligations :		
- 10,75 % à 12,5 %, échéant de 2008 à 2019	74 590	74 590
- Sans versement d'intérêt pour une période de 15 ans à 19 ans et portant intérêt pour le reste à des taux de 68 % à 156 % (taux effectif de 10,46 % à 10,51 %) échéant de 2013 à 2015 incluant intérêts capitalisables	112 526	107 052
Emprunts sur billets du Fonds de financement du gouvernement du Québec à des taux variant :		
- 3,73 % à 6,52 %, échéant de 2008 à 2037	1 451 368	1 413 446
- 6,77 % et 6,79 %, échéant en 2023	175 850	185 619
- 9,38 %, échéant en 2018 et 2021	27 319	29 335
Emprunts sur billets de Financement-Québec à des taux variant :		
- 5,56 % et 6,40 %, échéant en 2009 et 2016	664	727
- 8,32 %, échéant en 2019	493	534
- 9,38 %, échéant en 2018	461	503
Hypothèques de l'Immobilier SHQ garanties par des immeubles d'une valeur comptable de 106,8 M\$ à des taux variant :		
- 6,88 %, échéant de 2020 à 2023	14 460	15 037
- 7,5 % et 7,88 %, échéant de 2021 à 2029	4 538	4 659
- 8 %, échéant de 2028 à 2030	14 489	14 722
	<b>1 876 758</b>	<b>1 846 224</b>
Moins :		
Sommes à recevoir du gouvernement du Québec liées à la dette à long terme*	68 267	64 460
	<b>1 808 491</b>	<b>1 781 764</b>

\* En vertu de sa loi, la Corporation dépose au Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec géré par le ministère des Finances des sommes déduites au remboursement d'une partie de ses dettes obligataires. Celles-ci ont généré un rendement de 5,0 % (2006 : 4,9 %).

Toutes les dettes à long terme portent intérêt à taux fixe.

Les montants des versements en capital à effectuer au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit :

	Financement-Québec*	Fonds de financement du gouvernement du Québec*	Immobilier SHQ*	Autres non apparentés	Versements (contributions) nets(tes) au (du) fonds d'amortissement	Total des versements
2008	146	253 101	999	17 234	(6 069)	265 411
2009	313	67 773	1 073	53 026	(36 718)	85 467
2010	129	160 234	1 153	4 490	1 320	167 326
2011	129	113 631	1 238	17 449	1 320	133 767
2012	129	54 977	1 330	19 281	1 320	77 037

Des hypothèques mobilières grèvent, en faveur de la Corporation, la subvention ministérielle versée aux intervenants du secteur du réseau de la santé. Celles-ci peuvent être cédées aux créanciers non apparentés de la Corporation pour garantir leurs prêts.

\* Entités sous contrôle commun



## Notes complémentaires

au 31 mars 2007  
(en milliers de dollars)

### 22. AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

	2007		2006	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Apports reportés	372 697	218 111	154 586	135 297
Passifs liés aux produits dérivés	87	-	87	342
Loyers perçus d'avance	552	81	471	1 405
	<b>373 336</b>	<b>218 192</b>	<b>155 144</b>	<b>137 044</b>

Au cours de l'exercice, les contributions d'organismes pour financer des projets de construction se sont élevées à 16,9 M\$ (2006 : 17,2 M\$).

### 23. CAPITAL-ACTIONS

	2007	2006
Les actions de la Corporation d'hébergement du Québec sont détenues par le ministère des Finances.		
Autorisé		
5 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 \$ chacune		
Émis et payé :		
100 000 actions	10 000	10 000

### 24. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, la majorité des produits et des charges de la Corporation proviennent d'opérations conclues avec les agences de la Santé et des Services sociaux, les établissements et les organismes du réseau de la Santé et des Services sociaux, ainsi qu'avec le ministère de la Santé et des Services sociaux. Ces transactions sont mesurées à la valeur d'échange.

De plus, les immeubles acquis d'apparentés pour une contrepartie mineure ou nulle mesurée à la juste valeur s'élèvent à 11,3 M\$ avec une contrepartie équivalente aux apports reportés ou au surplus d'apport et, donc, inscrit à une valeur comptable nette mineure ou nulle.

La Corporation est également apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Corporation n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations mesurées à la valeur d'échange ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

# Notes complémentaires

au 31 mars 2007  
(en milliers de dollars)

## 25. INSTRUMENTS FINANCIERS

### JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

#### Produits dérivés

Dans le but de couvrir les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt sur les activités de financement à court terme avec le ministère des Finances du Québec, la Corporation a conclu des swaps de taux d'intérêt. Les swaps conclus sont pour une durée inférieure à une année.

	2007		2006	
	Juste valeur	Montant notionnel	Juste valeur	Montant notionnel
Swaps de taux d'intérêt	(158)	2 293 647	(342)	1 803 436

#### Autres instruments financiers

	2007		2006	
En millions de dollars	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Dettes à long terme <sup>(1)</sup>	1 876,8	2 075,7	1 846,2	2 055,8
Sommes à recevoir du gouvernement du Québec liées à la dette à long terme <sup>(2)</sup>	68,3	72,5	64,5	77,8
Emprunts à court terme <sup>(3)</sup>	2 293,6	2 293,6	2 064,3	2 064,3
Prêts <sup>(4)</sup>	1 981,4	2 036,1	1 692,5	1 777,5
Loyers à recevoir <sup>(5)</sup>	9,1	-	10,0	-
Autres éléments d'actif et de passif <sup>(6)</sup>	652,8	-	691,5	-

La juste valeur des instruments financiers a été établie en fonction des méthodes et hypothèses suivantes :

- (1) Actualisation des flux de trésorerie au cours du marché pour des titres de nature semblable quant à l'échéance et au taux d'intérêt.
- (2) Compte tenu de la valeur au marché des placements du fonds d'amortissement y afférent.
- (3) Correspondent à la valeur comptable des titres étant donné leur court délai de renouvellement.
- (4) Un montant de 490,4 M\$ (2006 : 537,5 M\$) représente la juste valeur des prêts équivalents à celle de la dette à long terme attribuable à ces créances, compte tenu que les sommes à recevoir correspondent aux versements exigibles en capital et intérêts sur ces mêmes dettes. Un montant de 1 545,7 M\$ (2006 : 1 240,0 M\$) n'a pas été évalué et a été considéré à la valeur comptable compte tenu de l'absence de marché pour ce type de prêt. Ces prêts sont à taux variables pour des échéances généralement indéterminables.
- (5) La juste valeur des loyers à recevoir ne peut être estimée compte tenu de l'absence de marché pour ce type de créances. Ces loyers à recevoir s'échelonnent sur une période restante de 26 ans et ne portent pas intérêt.
- (6) La juste valeur de l'encaisse, du placement temporaire, des créances, des frais payés d'avance, des créances à recevoir – projets mandatés, des comptes fournisseurs et des retenus sur contrats à payer et des intérêts courus équivaut à leur valeur comptable étant donnée soit leur courte période d'échéance, soit leur échéance indéterminable.

## RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT ET DE CRÉDIT

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la dette à long terme est très limitée du fait que tous les coûts d'intérêt sont refacturés par le biais des baux de location au réseau de la santé et par les conventions de prêts. Le risque de crédit est très limité puisque le ministère de la Santé et des Services sociaux reconnaît dans ses budgets de dépenses les engagements financiers que les établissements de santé ont contractés sur les baux et sur les prêts.

# Notes complémentaires

au 31 mars 2007  
(en milliers de dollars)

## 26. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

### Engagements contractuels

Au 31 mars 2007, le solde non complété des contrats signés par la Corporation faisant l'objet d'engagements contractuels totalise 93,5 M\$ (2006 : 79,8 M\$), dont 43,5 M\$ (2006 : 28,1 M\$) pour des projets en cours et 46,0 M\$ (2006 : 49,7 M\$) pour des projets à l'étude.

### Instruments de crédit

Les instruments de crédit utilisés afin de répondre aux besoins de financement des clients de la Corporation représentent le montant maximal du crédit additionnel que la Corporation pourrait être obligée de consentir si les engagements sont entièrement utilisés.

Le montant total des instruments de crédit ne représente pas nécessairement les besoins de trésorerie et équivalents de trésorerie futurs car ces instruments peuvent expirer ou être résiliés sans avoir donné lieu à des sorties de fonds. Le tableau ci-dessous présente les montants contractuels non utilisés.

	2007	2006
<b>Prêts</b>		
Agences de la santé et des services sociaux	324 513	227 096
Établissements du réseau de la santé	11 692	23 741
Centres de la petite enfance	1 012	14 795
Autres	108	-
	<b>337 325</b>	<b>265 632</b>

### Éventualités

#### Réclamation d'assurance

Une réclamation de 35 M\$ a été acheminée aux assureurs relativement à l'incendie survenu à l'Hôtel-Dieu de Roberval en décembre 1998. De ce montant, une somme de 6,1 M\$ avait été versée par l'assureur au 31 mars 2007. À la date de préparation des états financiers, la Corporation n'était pas en mesure d'évaluer le montant additionnel qui pourrait résulter de cette réclamation.

#### Financement des franchises attenantes aux polices d'assurance responsabilité civile et professionnelle des établissements participant au programme d'assurance de l'Association des hôpitaux du Québec

En vertu de l'article 472.1 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (L.R.Q., chapitre S-4.2), la Corporation peut être appelée à garantir l'exécution de toute obligation à laquelle une association reconnue par le ministre en vertu de l'article 267 de cette même loi est tenue relativement à la gestion d'une franchise afférente à un contrat d'assurance négocié et conclu par cette association à l'avantage de ses membres. Elle peut également avancer à cette association toute somme jugée nécessaire dans le cadre de cette gestion.

Le ministre peut, aux conditions déterminées par le gouvernement, rembourser à la Corporation toute somme qu'elle peut être appelée à verser en vertu de cette garantie.

#### Poursuites judiciaires et réclamations

Des poursuites judiciaires et des réclamations contre la Corporation, au montant de 34,2 M\$, sont en cours à la date de préparation des états financiers. Cependant, sur la foi des renseignements disponibles, la direction est d'avis qu'il est peu probable qu'une responsabilité quelconque soit considérée importante quant à ces réclamations et poursuites par rapport à la situation financière de la Corporation.

Le cas échéant, tout paiement par la Corporation sera soit comptabilisé aux charges de l'exercice, soit capitalisé aux immeubles selon la nature de la réclamation, ou soit réduit des provisions déjà inscrites aux livres, s'il y a lieu.

# Notes complémentaires

au 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

## 27. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

### Régimes de retraite

Les membres du personnel de la Corporation participent soit au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE), au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF), au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS), administrés par un organisme du gouvernement du Québec. Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les obligations de la Corporation envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur. Les cotisations de la Corporation imputées aux résultats de l'exercice s'élevaient à 0,4 M\$ (2006 : 0,4 M\$).

### Provision pour congés de maladie et vacances

	2007			2006
	Vacances	Maladie	Total	Total
<b>Solde au début</b>	738	1 084	1 822	1 854
Montants transférés*	(5)	(10)	(15)	10
Charge de l'exercice	686	264	950	825
<b>Sous-total</b>	<b>1 419</b>	<b>1 338</b>	<b>2 757</b>	<b>2 689</b>
Moins :				
Prestations versées au cours de l'exercice	641	170	811	867
<b>Solde à la fin</b>	<b>778</b>	<b>1 168</b>	<b>1 946</b>	<b>1 822</b>

Le solde de cette provision est inclus au poste «comptes fournisseurs et retenues sur contrats à payer».

\* Les montants transférés représentent les vacances et maladies à payer ou radiées à la suite de transferts d'employés entre le gouvernement du Québec et la Corporation. Ces montants sont présentés dans le poste «autres charges» des charges générales et administratives.



# Notes complémentaires

au 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

## 28. FLUX DE TRÉSORERIE

La trésorerie et équivalents de trésorerie qui figurent dans l'état des flux de trésorerie comprennent les montants suivants comptabilisés au bilan :

	2007	2006
Encaisse	12 378	-
Placement temporaire	-	2 434
Cheques en circulation moins encaisse	-	(1 858)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>12 378</b>	<b>576</b>

Les intérêts payés par la Corporation au cours de l'exercice s'élèvent à 203,7 M\$ (2006 : 193,3 M\$). Les intérêts encaissés par la Corporation au cours de l'exercice s'élèvent à 67,1 M\$ (2006 : 56,0 M\$).

Au cours de l'exercice, des biens immobiliers ont été acquis à un coût total de 78,0 M\$ (2006 : 84,7 M\$), dont un montant de 63,4 M\$ (2006 : 87,4 M\$) déboursé au cours de l'exercice. Un montant de 15,5 M\$ (2006 : 29,2 M\$) a été déboursé au cours de l'exercice pour les acquisitions de l'exercice précédent. De plus, du solde de l'acquisition totale des biens immobiliers, 11,5 M\$ (2006 : 11,1 M\$) ont été acquis par la comptabilisation de l'excédent de la juste valeur des biens acquis sur leur coût lorsque la contrepartie était mineure ou nulle.

## 29. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2006 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2007.



# RÉALISATIONS

2006-2007

CSSS Pierre-Boucher  
Hôpital Pierre-Boucher  
Longueuil



# Projets mis à l'étude en 2006-2007

## PROPRIÉTÉS DE LA CORPORATION

### Les Îles-de-la-Madeleine

Centre de santé et de services sociaux des Îles  
Hôpital de l'Archipel

*Construction d'un CHSLD de 64 lits et d'un centre  
de jour de 25 places*

13 963 000 \$

### Sainte-Anne-des-Monts

Centre de santé et de services sociaux  
de la Haute-Gaspésie  
Centre de réadaptation l'Escale

*Construction du centre de réadaptation*

2 904 000 \$

### Trois-Rivières

Centre hospitalier régional de Trois-Rivières  
Pavillon Sainte-Marie

*Implantation d'un campus de Faculté de médecine  
de l'Université de Montréal*

11 373 689 \$

## ACQUISITION DE LA CORPORATION EN COURS

### Pont-Rouge

Centre de santé et de services sociaux  
de Portneuf  
CHSLD Pont-Rouge

*Construction d'un CHSLD de 32 lits et d'un centre  
de jour de 25 places*

8 598 913 \$

## PROPRIÉTÉ ÉTABLISSEMENT NON-TAXABLE

### Kahnawake

Conseil des Mohawks de Kahnawake  
Centre hospitalier Kateri Memorial –  
Tehsakotitsen : Tha

*Agrandissement et réaménagement*

17 431 000 \$

## PROPRIÉTÉS DES ÉTABLISSEMENTS

### Laval

Centre de santé et de services sociaux de Laval  
Hôpital Cité de la Santé

*Aménagement d'un centre intégré de cancérologie*

28 771 000 \$

### Montréal

Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

*Rénovation des aires de services alimentaires*

10 947 000 \$

### Montréal

Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

*Aménagement de 14 lits en soins coronariens*

3 889 000 \$

### Montréal

Institut de Cardiologie de Montréal

*Agrandissement et réaménagement du centre  
de recherche*

26 791 000 \$

### Saint-Jean-sur-Richelieu

Centre de santé et de services sociaux  
Haut-Richelieu-Rouville  
Hôpital du Haut-Richelieu

*Agrandissement du deuxième étage  
(laboratoires et soins intensifs)*

23 473 312 \$

### Sorel-Tracy

Centre de santé et de services sociaux de Sorel-Tracy  
Hôtel-Dieu de Sorel

*Réaménagement de l'urgence*

8 292 000 \$



CSSS de la Vallée-de-l'Or  
Hôpital psychiatrique de Malartic  
Malartic

# Projets mis à exécution en 2006-2007

## PROPRIÉTÉS DE LA CORPORATION

### Gaspé

#### Agence de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

*Acquisition, rénovation et agrandissement  
des locaux de l'Agence*

2 903 000 \$

### Lévis

#### Centre de réadaptation en déficience physique Chaudière-Appalaches

*Construction du centre*

15 576 000 \$

### Québec

#### Centre de santé et de services sociaux de la Vieille-Capitale CLSC Haute-Ville

*Agrandissement et réaménagement*

3 710 000 \$

### Québec

#### Centre de réadaptation en déficience intellectuelle de Québec

*Agrandissement et réaménagement  
visant à reloger le siège social*

4 577 000 \$

### Sherbrooke

#### CSSS – Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke Centre d'hébergement D'Youville

*Agrandissement et réaménagement*

3 941 000 \$

### Trois-Rivières

#### Centre de santé et de services sociaux de Trois-Rivières Centre Cloutier-du Rivage

*Réhabilitation de l'immeuble en conséquence  
de l'affaissement des sols*

9 487 000 \$

## ACQUISITIONS DE LA CORPORATION EN COURS

### Châteauguay

#### Centre de santé et de services sociaux Jardins-Roussillon CLSC Châteauguay

*Construction du CLSC*

9 868 000 \$

### Saint-Polycarpe

#### Centre de santé et de services sociaux de Vaudreuil-Soulanges CLSC de la Presqu'île

*Construction du CLSC*

1 284 000 \$

### Trois-Rivières

#### Centre de santé et de services sociaux de Trois-Rivières Résidence la Providence

*Construction d'un CHSLD de 160 lits  
(redéploiement de lits)*

21 320 000 \$

## PROPRIÉTÉS DES ÉTABLISSEMENTS

### Dolbeau-Mistassini

#### Centre de santé et de services sociaux Maria-Chapelaine Hôpital de Dolbeau-Mistassini

*Agrandissement des cliniques et réaménagement  
de l'urgence*

18 015 000 \$

### Gatineau

#### Centre de santé et de services sociaux de Gatineau Pavillon de Gatineau

*Consolidation des services (radiothérapie-oncologie)  
et aménagement de 201 places de stationnement*

26 455 000 \$

### Gatineau

#### Centre de santé et de services sociaux de Papineau Pavillon du Centre hospitalier

*Agrandissement et réaménagement*

23 142 000 \$

# Projets mis à exécution en 2006-2007

## Kuujuuaq

Régie régionale de la santé et des services  
sociaux du Nunavik

*Construction de 26 logements pour le personnel*

9 000 000 \$

## Louiseville

Centre de santé et de services sociaux  
de Maskinongé

Résidence Avellin-Dalcourt

*Agrandissement et réaménagement  
(services de santé physique)*

16 639 000 \$

## Montmagny

Centre de santé et de services sociaux  
de Montmagny-L'Islet

Hôtel-Dieu de Montmagny

*Agrandissement et réaménagement des services  
ambulatoires, de l'urgence ainsi que des soins intensifs*

20 944 000 \$

## Montréal

Hôpital Maisonneuve-Rosemont  
Pavillon Maisonneuve/Pavillon  
Marcel-Lamoureux

*Agrandissement et réaménagement  
de la radio-oncologie*

36 337 000 \$

## Québec

Centre hospitalier affilié universitaire  
de Québec

Hôpital du Saint-Sacrement

*Implantation du centre universitaire de l'œil*

15 075 000 \$

## Québec

Hôpital Laval

*Développement du centre de recherche (phase II)  
et stationnement*

29 807 000 \$

## Malartic

Centre de santé et de services sociaux  
de la Vallée-de-l'Or

Hôpital psychiatrique de Malartic

*Agrandissement, réaménagement fonctionnel  
et travaux de sécurité/vétusté*

13 233 000 \$

## Saguenay

Centre de santé et de services sociaux  
de Chicoutimi

Pavillon Saint-Vallier

*Réaménagement des laboratoires de biochimie  
et d'hématologie*

5 778 000 \$

## Saint-Eustache

Centre de santé et de services sociaux  
du Lac-des-Deux-Montagnes

Hôpital de Saint-Eustache

*Agrandissement et réaménagement*

39 333 000 \$



Centre hospitalier affilié universitaire de Québec  
Hôpital de l'Enfant-Jésus  
Québec



# Projets mis en service en 2006-2007

## PROPRIÉTÉS DE LA CORPORATION

### Montréal

Centre de santé et de services sociaux de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent  
Centre d'hébergement Saint-Joseph-de-la-Providence

*Agrandissement et rénovation des unités de soins*

16 890 000 \$

### Montréal

Boscoville 2000

*Rénovation et mise aux normes de l'ensemble immobilier*

7 113 892 \$

### Pont-Rouge

Centre de santé et de services sociaux de Portneuf  
CLSC de Portneuf (point de services)

*Construction du CLSC*

1 641 000 \$

### Québec

Centre hospitalier universitaire de Québec  
Centre de recherche clinique et évaluative en oncologie

*Construction du centre de recherche*

40 221 000 \$

### Sainte-Anne-des-Monts

Le Centre de réadaptation de la Gaspésie  
Point de service de la MRC de la Haute-Gaspésie

*Remplacement de la fenestration*

1 427 507 \$

## PROPRIÉTÉS DES ÉTABLISSEMENTS

### Akulivik

Centre de santé Inuulitsivik  
Dispensaire d'Akulivik

*Construction du CLSC*

7 223 000 \$

### Gatineau

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau  
Pavillon de Hull

*Travaux de sécurité/vêtusté*

10 438 000 \$

### Lac-Etchemin

Centre de santé et de services sociaux des Etchemins  
CLSC et Centre d'hébergement de Lac-Etchemin

*Travaux de sécurité/vêtusté et réaménagement fonctionnel*

4 438 000 \$

### La Malbaie

Centre de santé et de services sociaux de Charlevoix  
Hôpital de la Malbaie

*Réaménagement des unités de soins*

1 764 309 \$

### Mont-Joli

Centre de santé et de services sociaux de La Mitis

*Réaménagement des unités et du service de réadaptation physique*

16 714 000 \$

### Montréal

Centre hospitalier de l'Université de Montréal  
Hôpital Saint-Luc/Hôpital Notre-Dame

*Actualisation du plan d'orientations cliniques*

5 779 000 \$

### Québec

Hôpital Laval

*Infrastructure multidisciplinaire de recherche sur l'obésité*

6 134 000 \$

## Projets mis en service en 2006-2007

### Québec

**Centre hospitalier universitaire de Québec  
Pavillon Centre hospitalier de l'Université Laval**

*Modification des sous-stations électriques  
et génératrices en réseau*

5 204 000 \$

### Saint-Jérôme

**Centre de santé et de services sociaux  
de Saint-Jérôme**

**Hôpital régional de Saint-Jérôme**

*Rénovation fonctionnelle de l'urgence*

14 668 000 \$

### Montréal

**Hôpital Douglas**

*Rénovation des laboratoires de recherche  
en santé mentale*

5 019 000 \$

### Sainte-Agathe-des-Monts

**Centre de santé et de services sociaux  
des Sommets**

**Hôpital Laurentien**

*Agrandissement et rénovation de l'urgence*

10 963 000 \$

### Montréal

**Centre de santé et de services sociaux  
du Sud-Ouest-Verdun**

**Hôpital de Verdun**

*Agrandissement et réaménagement de l'urgence*

13 871 000 \$

### Victoriaville

**Centre de santé et de services sociaux  
d'Arthabaska-Érable**

**Résidence Le Chêne**

*Agrandissement et réaménagement*

10 227 000 \$

### Saint-Charles-Borromée

**Centre de santé et de services sociaux  
du Nord de Lanaudière**

**Centre hospitalier régional de Lanaudière**

*Réaménagement des unités de soins*

4 325 000 \$



CLSC La Source Nord  
Québec



### Siège social

2535, boul. Laurier, 5<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1V 4M3

Tél. : 418 644-3600  
Télec. : 418 644-3609

### Bureau de Montréal

3700, rue Berri, 1<sup>er</sup> étage  
Montréal (Québec) H2L 4G9

Tél. : 514 873-2000  
Télec. : 514 864-7306

[www.chq.gouv.qc.ca](http://www.chq.gouv.qc.ca)

**DES IMMEUBLES EN SANTÉ...  
...POUR LE MIEUX-ÊTRE DES USAGERS**



CSSS Pierre-Boucher  
Longueuil